

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE
GENERALE

UN LIBRARY



Distr.
LIMITEE

A/C.3/42/L.46
12 novembre 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-deuxième session
TROISIEME COMMISSION
Point 104 de l'ordre du jour

CAMPAGNE INTERNATIONALE CONTRE LE TRAFIC DES DROGUES

Incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/C.3/42/L.41

Etat présenté par le Secrétaire général conformément à l'article 153
du règlement intérieur de l'Assemblée générale

A. Demande formulée dans le projet de résolution

1. Au paragraphe 4 du projet de résolution A/C.3/42/L.41, l'Assemblée générale prierait le Secrétaire général d'envisager, dans les limites des ressources disponibles, de convoquer le Groupe intergouvernemental d'experts qui se réunirait pendant une période de deux semaines précédant immédiatement la dixième session extraordinaire de la Commission des stupéfiants afin de poursuivre la révision du document de travail sur le projet de convention contre le trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes et, si possible, de parvenir à un accord touchant la Convention.

2. Au paragraphe 6, l'Assemblée prierait le Secrétaire général de prendre les dispositions administratives nécessaires en vue de la tenue de la Conférence de plénipotentiaires envisagée pour 1988 et de la signature de la Convention contre le trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes à laquelle il serait procédé à cette occasion.

B. Corrélation entre la demande formulée et le projet
de programme de travail

3. Les activités proposées relèveraient du chapitre 7 du plan à moyen terme pour la période 1984-1989 et du sous-programme 1, intitulé "Application des traités et secrétariat de la Commission", du chapitre 20 (Contrôle international des drogues) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1988-1989. Elles se

rattacheraient également au Programme 8 du chapitre 30 de l'additif 2 au plan à moyen terme, et à l'élément de programme 1.1 du chapitre 29 du projet de budget-programme (Services de conférence, Vienne).

C. Activités prévues pour donner suite à la demande formulée

4. Comme suite à la demande formulée au paragraphe 4 du projet de résolution, des dispositions seraient prises pour convoquer une session de deux semaines du Groupe intergouvernemental pendant la période allant du 25 janvier au 5 février 1988, immédiatement avant la dixième session extraordinaire de la Commission des stupéfiants, qui doit se tenir du 8 au 19 février 1988.

5. Ainsi qu'il est demandé au paragraphe 6 du projet de résolution, le Secrétaire général prendrait les dispositions administratives nécessaires en vue de la tenue éventuelle de la Conférence de plénipotentiaires en 1988.

D. Modifications à apporter au projet de budget-programme pour 1988-1989

6. Les activités décrites ci-dessus viendraient s'ajouter au programme de travail pour l'exercice biennal 1988-1989 et le service de la réunion du Groupe d'experts et de la Conférence de plénipotentiaires constitueraient des produits additionnels de l'élément de programme 1.2 de la partie B (Division des stupéfiants) du chapitre 20 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1988-1989. Aucun changement ne serait nécessaire au chapitre 29 (Services de conférence et bibliothèques).

E. Dépenses supplémentaires calculées sur la base du coût intégral

7. Les dépenses supplémentaires qui résulteraient des activités décrites dans les paragraphes 4 et 5 ci-dessus seraient uniquement occasionnées par les services de conférence, puisque l'on prévoit que les frais de voyage des participants à la réunion du Groupe d'experts et à la Conférence de plénipotentiaires seraient pris en charge par leurs gouvernements.

8. Les ressources à prévoir au titre des services de conférence pour la Conférence de plénipotentiaires ont été indiquées dans l'annexe II au rapport de la Commission des stupéfiants sur sa trente-deuxième session (E/1987/17). Ces prévisions ont été examinées par le Conseil économique et social lorsqu'il a adopté sa résolution 1987/27, et portées à l'attention de l'Assemblée générale dans le document relatif aux montants estimatifs révisés résultant des décisions prises par le Conseil à ses première et seconde sessions de 1987 (A/C.5/42/16). Aucun crédit additionnel n'a été demandé à ce titre.

9. Calculées sur la base du coût intégral, les ressources à prévoir au titre des services de conférence pour une session de deux semaines du Groupe intergouvernemental d'experts qui se tiendrait à Vienne en 1988 sont estimées comme suit :

	<u>Dollars</u>
Documentation à établir avant la session (200 pages, 5 documents, A, Ar, C, E, F, R)	224 600
Service des séances (20 séances) (A, Ar, C, E, F, R)	146 900
Documentation à établir pendant la session (100 pages, 5 documents A, Ar, C, E, F, R)	110 900
Documentation à établir après la session (200 pages, 1 document, A, Ar, C, E, F, R)	223 300
Bureau des services généraux	<u>11 200</u>
Total pour les services de conférence	<u><u>716 900</u></u>

F. Possibilités de financement

10. Les prévisions ci-dessus ont été établies en partant de l'hypothèse que les services de conférence ne pourraient aucunement être assurés par le personnel permanent du Département des services de conférence et qu'il faudrait recruter du personnel temporaire pour les réunions. Toutefois, les ressources en personnel à prévoir à cette fin ne pourront être déterminées que sur la base du calendrier des conférences pour 1988 que l'Assemblée générale approuvera à sa présente session. D'autre part, comme il a été noté au paragraphe 29.6 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1988-1989, les ressources budgétaires prévues au titre du personnel temporaire pour les réunions ont été estimées compte tenu de la moyenne des crédits ouverts et des dépenses effectives au cours des cinq dernières années (1982-1986). En d'autres termes, le projet de budget-programme inclut des crédits, non seulement pour les réunions déjà connues au moment de l'établissement du budget, mais également pour celles qui pourraient être autorisées par la suite, sous réserve que le nombre et la répartition des conférences et réunions au cours du prochain exercice biennal soient conformes au schéma observé au cours des cinq dernières années. Dans ces conditions, l'adoption du projet de résolution A/C.3/42/L.41 ne nécessiterait pas l'ouverture d'un crédit supplémentaire au chapitre 29 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1988-1989.
